

## Lettre de la noblesse française au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Au nom de tous les membres de l'Association d'entraide de la Noblesse française et de leurs familles, ainsi qu'au nom des centaines de milliers de Français chérissant le souvenir et l'existence de l'aristocratie de notre pays, je m'adresse à vous pour exprimer ce que beaucoup de Français, présents sur tout le territoire, ressentent.

Nous avons découvert avec beaucoup de peine et de surprise, le 26 juillet 2024 au soir, l'un des tableaux de l'Ouverture des Jeux Olympiques : aux fenêtres d'un Palais de la Cité rouge sang, des Marie-Antoinette ou d'autres femmes nobles, décapitées, chantaient l'air révolutionnaire « Ah, ça ira ! », tandis qu'un navire portant une femme radieuse, levant le poing, passait sur la Seine.

Il nous a paru consternant qu'en France, dans le pays de l'Égalité, où la peine de mort a été abolie il y a quarante-trois ans, un comité artistique trouve valable d'évoquer si crument et si joyeusement toutes les exécutions massives perpétrées notamment contre l'aristocratie. Le chant « Ah, ça ira » fait expressément référence, dans sa reprise, à la pendaison des aristocrates associant cette purge à la venue des beaux jours. Était-ce vraiment, plus de deux cents ans après, le message de fraternité qui devait être délivré en cette cérémonie ? Qu'aurait dit le baron Pierre de Coubertin, à l'initiative de la renaissance des Jeux Olympiques, en 1896, devant ce tableau ? A l'évidence, il est particulièrement paradoxal et malvenu de crier « les aristocrates on les pendra », durant l'ouverture d'une manifestation mondiale recréée par un aristocrate.

Un autre paradoxe nous a interpellé : dans un pays qui fait tant pour promouvoir les droits des femmes, est-il bien normal de présenter si positivement la décapitation d'une femme ? Le Palais de la Cité, où la justice est rendue depuis dix-huit siècles, se prêtait-il vraiment à cette représentation d'exécutions injustes et arbitraires ? La grandeur de la justice française aurait pu être célébrée mais nous avons juste jeté des têtes coupées à la face du monde. On pourrait à juste titre, s'interroger encore : les souverains Felipe d'Espagne, Frederik de Danemark, Willem-Alexander des Pays-Bas, Philippe de Belgique, Henri de Luxembourg et Albert de Monaco ont-elles vraiment pu goûter cette référence à l'exécution d'une reine européenne, leur lointaine parente pour la plupart ? Sont-ce là l'accueil et le respect que nous réservons aujourd'hui à nos invités ?

Les résultats ne se sont pas faits attendre : tandis que nos membres exprimaient leur stupéfaction sur les réseaux sociaux, de nombreux utilisateurs ont déversé sur eux injures et menaces de mort. Des propos abjects et des insultes déshumanisantes ont démontré le caractère profondément raciste de cette haine qu'il faut qualifier d'aristophobe. A cet égard, nous étions déjà avertis, subissant régulièrement, de la part même des services publics, des vexations, des remarques déplacées sur nos noms de famille, des allusions irrespectueuses et des menaces à peine voilées associées au souvenir révolutionnaire. Aujourd'hui, à cause de l'impunité de ces discriminations et à cause de cette scène qui a célébré l'extermination des aristocrates, les vexations se sont changées en appels au meurtre, publiés sans aucun scrupule sur les réseaux sociaux. En conséquence, nous demandons que la loi française qui garantit la sécurité à tous les citoyens, indépendamment de leur origine, mette fin à cette impunité.

Cette cérémonie devait, selon les mots de Thomas Jolly, « rassembler ». Les meurtres sont-ils de nature à rassembler ? Leur évocation festive était-elle respectueuse de la minorité que nous représentons ? Nous, français d'ascendance aristocratique, sommes citoyens de la République française. Alors que nous représentons une grande force culturelle, patrimoniale et économique, on nous a traité comme si nous n'existions plus, comme si la Terreur avait achevé son œuvre sinistre. Nous sommes-nous fourvoyés quand nous avons pensé qu'aristocratie et République pouvaient s'entendre et coexister ?

Pourtant, de la République romaine à la République des Provinces-Unies des Pays-Bas, en passant par les républiques italiennes médiévales, les aristocraties européennes ont vécu dans de nombreuses républiques, les ont bien servies et le font toujours. Nous sommes les héritiers d'une condition qui ne dépend pas d'une réalité matérielle mais de la transmission d'un patrimoine culturel et de la conformité à un idéal de vie.

Tout comme nos ancêtres européens, nos familles ont rendu d'immenses services au pays sans se préoccuper de savoir si un roi ou président était à sa tête. Notre capitale a été libérée de l'occupant nazi par le général Leclerc de Hauteclocque. À chaque législature, des femmes et des hommes politiques issus de l'aristocratie sont élus par le peuple français pour les représenter à l'Assemblée nationale. Le 14 juillet 2023, vous avez eu en face de vous Odile de Vasselot, l'une des dernières résistantes en vie, élevée à la dignité de grand officier de l'Ordre national du mérite en 2024 et promue commandeur de la Légion d'honneur en 2021. Cette Légion d'honneur, vous l'avez aussi donnée à Henri d'Anselme en 2023 pour sa courageuse intervention durant l'attentat d'Annecy.

Pourquoi, en dépit de cela, l'origine aristocratique suffit-elle pour qu'en France, en 2024, une personne soit haïe et qu'on appelle à son meurtre ? Monsieur le Président de la République, que faut-il de plus pour que cesse cette haine fondée sur le mythe d'une oppression systémique passée dont les prétendus crimes ont depuis longtemps été dénoncés comme immensément exagérés, voire imaginés dans une intention malveillante, par les historiens de tous partis ? Pourquoi, malgré tous les services rendus, faire comme si la mémoire de la Terreur n'existait pas dans nos familles ? Devons-nous désormais dire à nos enfants que la République nous rejette, n'assume pas notre défense et qu'en France, l'aristophobie est licite ?

Le 26 juillet 2024, notre pays a donné au monde entier un spectacle signifiant qu'il est fier d'avoir assassiné ses aristocrates. Que dire aux Français d'origine aristocratique qui ont placé leur confiance en la République ? Nous ne pouvons croire que vous ayez approuvé cette terrifiante mise en scène. C'est pourquoi, Monsieur le Président de la République, nous vous faisons part de notre profonde indignation, afin que vous fassiez en sorte que disparaissent toutes les expressions de haine envers nous, ainsi que tous les mensonges et l'impunité qui contribuent à la nourrir.

Ce n'est que lorsque que notre pays aura pansé la plaie créée par la Terreur révolutionnaire, infligée dès 1793, alors que l'encre de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen était à peine sèche, qu'une véritable paix sociale pourra être recherchée. Tant que ce travail n'est pas fait, des extrémistes continueront de rêver de couper la tête de leurs dirigeants, pour le plus grand malheur de notre pays.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Comte de Sèze  
Président de l'A.N.F.